

Unité bidépartementale Eure-Orne
1 Avenue Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 27/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECVS

Sté d'exploitation des carrières du val de seine
Route du LRBA - la Queue d'Haye
27200 Vernon

Références :
Code AIOT : 0003901392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement SECVS implanté Sté d'exploitation des carrières du val de seine Lieu-dit Le Bois Badel 27200 Vernon. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SECVS a été autorisée à exploiter une carrière d'extraction de pierre de taille sur le territoire de la commune de Vernon par arrêté préfectoral du 23 avril 2021. Il s'agit d'un petit site de 3 400 m² pour extraire 10 000 m³ de pierre de Vernon sur 20 ans. Le gisement est notamment d'intérêt public pour la restauration des monuments historiques.

L'autorisation a fait l'objet d'une dérogation espèces protégées notamment pour des chauves-souris et des aménagements ont été prescrits pour leur préservation, ainsi que pour des espèces floristiques.

Suite aux changements de personnes dans la société SECVS en août 2021 et lors des premiers travaux préparatoires, la société SEVCS a fait l'objet d'une inspection qui a donné lieu à un arrêté de mise en demeure en date du 25 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECVS
- Sté d'exploitation des carrières du val de seine Lieu-dit Le Bois Badel 27200 Vernon
- Code AIOT : 0003901392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La présente inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2022 et sur l'avancement des travaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de la mise en demeure
- avancement des travaux préparatoires à l'exploitation
- demande de franchissement de la route avec la pelle mécanique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suivi de l'arrêté de mise en demeure - point sur les plantations	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, articles 1 et 2	Astreinte, Amende	
3	Suivi de l'arrêté de mise en demeure - balisage de zones et récolte de graines	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1	Amende, Astreinte	
4	Suivi de l'arrêté de mise en demeure - hibernaculæ	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, articles 1 et 2	Amende, Astreinte	
1	Suivi de l'arrêté de mise en demeure - calendrier	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Suivi de l'arrêté d'autorisation - avancement, espèces floristiques exotiques (EEE)	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article chapitre 10, mesure de réduction n° 5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Suivi de l'arrêté d'autorisation - clôtures, signalisation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, articles 8.2.1 et 8.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Suivi de l'arrêté d'autorisation - plan, bornage	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, articles 8.1.2 et 8.3.9	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Suivi de l'arrêté d'autorisation - avancement, rampe	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Suivi de l'arrêté de mise en demeure - ORE et contrat de compensation avec le GMN	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1	Sans objet
9	Suivi de l'arrêté d'autorisation - franchissement route par l'engin	Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant ne suivait toujours pas la programmation des actions prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021, notamment les périodes en accord avec la préservation de la biodiversité et les points d'étapes administratives. À cet égard, l'inspection reste en attente d'un calendrier opérationnel précis, à régulariser dans les 2 mois et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

Les mesures de Réduction n° 3, 4 et 6, et d'Accompagnement n° 2 et 3 n'ont pas été entièrement respectées ou pas correctement.

==> L'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2022 n'a pas été entièrement respecté.

Aussi, l'inspection propose une astreinte administrative de 50 € par jour de retard pour la réalisation globale des articles 1 et 2 de l'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2022 :

- mesure de Réduction n° 3 : rideau boisé devant l'entrée de la cavité des Cascades,
- mesures de Réduction n° 4 : balisage d'espèces et habitats à enjeux,
- mesures de Réduction n° 6 : mise en place de 2 hibernaculæ,
- mesures d'Accompagnement n° 2 : mise en protection de la cavité Notre Dame en plantant la haie d'essences locales,
- mesures d'Accompagnement n° 3 : déplacement des stations d'espèces floristiques patrimoniales impactées,

Cette astreinte prendra effet à partir du 15 novembre 2023 en cas de non réalisation de toutes les mesures précitées.

Une amende de 4 000 € est aussi proposée pour le non respect des dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Par ailleurs, les articles :

- 8.1.2 et 8.1.9 (plan à jour, bornage du périmètre),
- 8.2.1 et 8.2.2 (clôture totale, solide et efficace du site, site signalé par pancartes, plan de circulation),
- 8.3.2 (plans à jour de la rampe d'accès et des phasages),
- le chapitre 10.5 - mesure de réduction n° 5 (nouvelle campagne de prévention et d'éradication du buddléia de David),

sont à régulariser dans les 3 mois et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté de mise en demeure - calendrier

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, calendrier
Prescription contrôlée : <i>Article premier :</i> <i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est mise en demeure, pour sa carrière Notre Dame située sur la commune de Vernon, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé :</i> <i>• dès notification du présent arrêté : respecter la mesure d'évitement n°2 fixée au chapitre 10.4 « Éviter la destruction et/ou la perturbation des chiroptères en décalant certaines opérations en dehors des périodes de sensibilité de ces espèces ».</i> <i>Un calendrier précis des actions à réaliser avant la mise en exploitation de la carrière est à fournir à l'inspection des installations classées ;</i> <i>[...]</i> <i>L'exploitant transmet les éléments justifiant du respect de ces prescriptions à l'inspection des installations classées dès réalisation des opérations.</i>
Constats : Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant expliquait avoir "stoppé toute activité perturbatrice pour les chiroptères et réalisé une clôture aux entrées de la cavité Notre Dame en respectant une distance de plus de 10 m". "Le calendrier était toujours en cours de préparation pour un calage entre Ginger et Fauna Flora". Depuis, malgré les relances de l'inspection (courriels des 13/05/22, 14/10/22, 17/11/22 et 11/05/23) notamment pour obtenir ce calendrier, aucun calendrier ne peut être présenté à l'inspection ; l'exploitant explique ne pas avoir obtenu les éléments de la part du bureau d'études Fauna-Flora et il vient donc d'en changer : c'est le bureau AREA Conseil qui est mandaté avec la société BIRDING Environnement pour le suivi faunistique (le devis de 16 030 € HT et le programme d'intervention pour l'année 2023 est fourni à l'inspection).

<p>Le bureau d'études AREA Conseil est venu faire un point sur site le 17 mai 2023 et le bureau BIRDING Environnement le 28 avril 2023. Ceux-ci sont présents le jour de l'inspection ; le bureau BIRDING Environnement va d'ailleurs relever ses 2 enregistreurs passifs à chiroptères qu'il avait installé pour la nuit.</p> <p>Quant au calendrier, l'exploitant se déclare dans l'incapacité de le réaliser et il va contacter le bureau d'études GINGER-BURGEAP qui avait réalisé le dossier de demande d'autorisation pour obtenir un calendrier.</p>
<p>Observations :</p> <p>Aucun calendrier des actions à réaliser n'est disponible lors de l'inspection ; l'exploitant ne sait pas les actions qu'il doit réaliser, ni dans quel ordre.</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2023, l'exploitant transmet à l'inspection le devis de la société GINGER-BURGEAP d'un montant de 5 880 € TTC pour la mise à jour des plans de phasage et du calendrier associé.</p> <p><u>Le calendrier attendu par l'inspection est un calendrier opérationnel</u>, à actualiser périodiquement, des différentes phases avec les actions (Éviter, Réduire, Compenser, Accompagner et Suivre) à réaliser suivant les périodes préconisées pour la faune et la flore et reprises dans l'arrêté préfectoral, ainsi que les contrôles réglementaires (mesures bruit, stabilité), enregistrements (garanties financières, plans, enquête annuelle, notification de mise en service, comptes-rendus et bilans, données biodiversité, inventaires), commissions (CLCS), dates notables (début d'exploitation, défrichement), etc. Ce calendrier ne peut qu'aider l'exploitant à s'organiser.</p> <p>L'arrêté préfectoral sera complété pour intégrer cette obligation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Suivi de l'arrêté de mise en demeure - point sur les plantations

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, articles 1 et 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plantations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article premier :</u></p> <p><i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est mise en demeure, pour sa carrière Notre Dame située sur la commune de Vernon, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>dès notification du présent arrêté : respecter la mesure de réduction n°3 fixée au chapitre 10.5 « Maintien du rideau boisé devant l'entrée de la cavité les Cascades » ;</i> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>sous 3 mois : respecter la mesure d'accompagnement n°2 fixée au chapitre 10.7 « Mise en protection de la cavité Notre Dame », en plantant la haie d'essences locales ;</i> <p>[...]</p>

L'exploitant transmet les éléments justifiant du respect de ces prescriptions à l'inspection des installations classées dès réalisation des opérations.

Article 2 : Mesures conservatoires

La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est tenue de respecter les dispositions suivantes :

- *sous 1 mois : renforcer le rideau boisé pour masquer et protéger l'entrée de la cavité les Cascades ; [...]*

L'exploitant transmet les justificatifs de réalisation de ces opérations à l'inspection des installations classées dès réalisation.

Constats :

Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant expliquait avoir "mis en place de petits merlons de terre végétale avec des poteaux en bois et fils barbelés plantés d'essences récupérés sur le site", et "une 2^{ème} plantation en septembre-octobre 2022 afin de consolider le mur végétal était prévu". Ces actions étaient a priori pour les 2 entrées de cavités.

Depuis, l'exploitant déclare avoir refait le mur végétal à l'automne 2022, mais celui-ci n'a pas pris non plus à cause de la sécheresse.

Sur site :

- devant l'entrée de la cavité Notre Dame :

Des blocs de pierre ont été déposés devant l'entrée, à environ 10 m.

Un talus végétal d'environ 60 cm de haut, entre ces blocs et l'entrée de la cavité, a été implanté (à la fin du reste de dalle béton) ; des herbes diverses ont poussé parmi quelques poteaux bois, mais les plantations arbustives et arborées sont mortes (quelques branches sèches sont aperçues).

- devant l'entrée de la cavité les Cascades :

Des tas de terre et trous ont été faits devant l'entrée de la cavité, à environ 15 m.

Quelques poteaux bois et fils de fer (non barbelés pour éviter les risques de blessures des chiroptères) sont aperçus.

Aucun rideau boisé n'est visible, mais des herbes hautes ont poussé ; l'accès à la cavité est dangereux parmi cette végétation et le terrain accidenté.

(voir planche photographique en annexe)

Observations :

Ces prescriptions de la mise en demeure ne sont pas entièrement respectées :

- **Pour l'entrée de la cavité Notre Dame :**

L'entrée de la cavité est pratiquement masquée par les blocs de pierre ; l'objectif est de la protéger pour limiter les intrusions intempestives (mesures d'Accompagnement n° 2). Le choix de planter la haie sur un talus de terre végétale, non exigé dans l'arrêté préfectoral, sans travail préalable du sol ne permet pas aux plantations de prendre.

⇒ La plantation de la haie est à refaire en fracturant le sol et en remettant d'avantage de terre végétale. La haie doit être doublée d'une clôture de 2 m de haut.

- **Pour l'entrée de la cavité les Cascades :**

L'entrée de la cavité n'est pas suffisamment dissimulée ; l'objectif est de la protéger pour limiter les dérangements et les poussières dans la cavité (mesures de réduction n° 3).

==> un talus est à refaire proprement, en y implantant la clôture de limite de propriété, avec un

portillon-passage piéton notamment pour les intervenants du GMN. Le rideau boisé est à faire (à voir avec les préconisations du GMN).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Amende

N° 3 : Suivi de l'arrêté de mise en demeure - balisage de zones et récolte de graines

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, balisage de zones et récolte de graines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article premier :</u></p> <p><i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est mise en demeure, pour sa carrière Notre Dame située sur la commune de Vernon, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>sous 3 mois : respecter la mesure de réduction n°4 fixée au chapitre 10.5 « Balisage d'espèces et habitats à enjeux », concernant la mise en défens de l'ensemble des éléments définis dans l'arrêté ;</i> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>dès notification du présent arrêté : respecter la mesure d'accompagnement n°3 fixée au chapitre 10.7 « Déplacement des stations d'espèces floristiques patrimoniales impactées. », en anticipant cette mesure et en adaptant le calendrier de transfert à la phénologie de chaque espèce.</i> <p><i>L'exploitant transmet les éléments justifiant du respect de ces prescriptions à l'inspection des installations classées dès réalisation des opérations.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant expliquait avoir "réalisé un nouveau repérage et balisage avec le conducteur d'engins et le botaniste du bureau d'études Fauna-Flora" ; "une nouvelle récolte de Sesslerie bleuâtre avait aussi été réalisée comme au mois de mai 2021".</p> <p>Depuis, l'exploitant déplore ne pas avoir eu de suites ni de comptes-rendus de la part de Fauna-Flora et <u>aucun balisage ni protection n'a pu être retrouvé</u>.</p> <p>Dans le premier rapport de suivi du nouveau bureau d'études AREA Conseil suite à la visite du 17 mai 2023, celui-ci déclare ne pas avoir retrouvé l'Épervière tachée au Nord de la dalle béton mais elle est présente dans la hêtraie-chênaie. La Garance voyageuse et la Mélitte à feuilles de mélisse ont bien été retrouvées. Le balisage pour ces espèces sera mis en place lors d'un prochain passage. La Luzule des bois et la Laîche des lièvres n'ont quant à elles pas été vues.</p> <p>L'exploitant a contacté l'ancien bureau d'études Fauna-Flora par courriel du 5 juillet 2023 pour obtenir le compte-rendu de l'année 2022 (et retrouver les graines de l'Épervière tachée et de la Laîche des lièvres).</p> <p>La Garance voyageuse étant, d'après le bureau d'études AREA très présente en périphérie du projet, un déplacement de pieds ne s'avère plus nécessaire.</p>
<p>Observations :</p> <p>Ces prescriptions de la mise en demeure ne sont pas entièrement respectées :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • les espèces et habitats à enjeux n'ont pas été balisés (mesure de Réduction n° 4), • les espèces floristiques patrimoniales impactées n'ont pas été déplacées et l'exploitant ne sait pas ce qu'il en est des graines récoltées par le bureau Fauna-Flora (mesure d'Accompagnement n° 3).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende, Astreinte

N° 4 : Suivi de l'arrêté de mise en demeure - hibernaculæ

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, hibernaculæ
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article premier :</u></p> <p><i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est mise en demeure, pour sa carrière Notre Dame située sur la commune de Vernon, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dès notification du présent arrêté et avant fin avril 2022 : respecter la mesure de réduction n°6 fixée au chapitre 10.5 « Mise en place d'hibernaculæ », en présence d'un écologue, conformément aux prescriptions de l'arrêté ; <p>[...]</p> <p><i>L'exploitant transmet les éléments justifiant du respect de ces prescriptions à l'inspection des installations classées dès réalisation des opérations.</i></p> <p><u>Article 2 : Mesures conservatoires</u></p> <p><i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est tenue de respecter les dispositions suivantes :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • en septembre/octobre 2022 : la friche herbacée, accueillant la population de Lézard des murailles, a été en partie détruite par du dépôt de chutes de taille. Il ne peut être exclu cependant que des individus de Lézard des murailles hibernent dans ces dépôts illégaux. <p><i>En l'absence de période favorable pour les reptiles, ces dépôts peuvent être retirés de manière précautionneuse (opération manuelle ponctuelle pour les pierres destinées au chantier de la restauration de l'abbaye du Bec Hellouin) en présence et sous le contrôle d'un écologue et sinon retirer les dépôts en fin d'été/début octobre, période où les reptiles sont les plus mobiles.</i></p> <p><i>L'exploitant transmet les justificatifs de réalisation de ces opérations à l'inspection des installations classées dès réalisation.</i></p> <p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant déclare avoir "créé un hibernaculæ au nord-est de la carrière sous la surveillance d'un écologue" et qu'ils effectueront l'enlèvement des dépôts [des pierres pour l'abbaye du Bec-Hellouin] en septembre/octobre suivant les préconisations".</p>

<p>Par courriel du 24/11/2022, l'exploitant informe l'inspection avoir réalisé l'hibernaculum et évacué les pierres pour le chantier du Bec-Hellouin, avec quelques photographies.</p> <p>Dans le premier rapport de suivi du nouveau bureau d'études BIRDING Environnement suite à la visite du 28 avril 2023, celui-ci déclare qu'un seul hibernaculum composé uniquement de branchage a été mis en place, et qu'il s'avère insuffisamment fonctionnel.</p> <p>Sur site, les matériaux entreposés ont été évacués et un seul hibernaculum est effectivement aperçu. Seuls les branchages composant l'hibernaculum sont visibles.</p> <p>(voir planche photographique en annexe)</p>
<p>Observations :</p> <p>Ces prescriptions de la mise en demeure ne sont pas entièrement respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un seul hibernaculum a été mis en place au lieu de 2 (mesure de Réduction n° 6). Ce dernier ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté car il doit être composé également de différents matériaux (blocs rocheux, branchages, souches, feuilles...) • le deuxième hibernaculum doit être érigé.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende, Astreinte</p>

N° 5 : Suivi de l'arrêté de mise en demeure - ORE et contrat de compensation avec GMN

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, ORE et contrat de compensation avec GMN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article premier :</u></p> <p><i>La Société d'Exploitation des Carrières du Val de Seine (SECVS), dont le siège social est situé route du LRBA la Queue d'Haye à Vernon (27200), est mise en demeure, pour sa carrière Notre Dame située sur la commune de Vernon, de respecter à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2021 susvisé :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 3 mois : respecter la mesure de compensation n°1 fixée au chapitre 10.6 « Mise en place d'une Obligation réelle environnementale (ORE) », en transmettant le contrat de compensation établi entre l'exploitant et le GMN ; <p><i>L'exploitant transmet les éléments justifiant du respect de ces prescriptions à l'inspection des installations classées dès réalisation des opérations.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant déclare avoir "signé le contrat de compensation" et il le transmet au GMN.</p> <p>Par courriel du 20/7/2022, l'exploitant transmet à l'inspection le contrat signé des 2 parties au 20 juillet 2022.</p>
<p>Observations :</p> <p>Cette prescription de la mise en demeure est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Suivi de l'arrêté d'autorisation - avancement, espèces floristiques exotiques (EEE)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article chapitre 10, mesure de réduction n° 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, espèces floristiques exotiques envahissantes (EEE)</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Mesure de réduction n° 5 :</u> actions de prévention et d'éradication des espèces floristiques exotiques envahissantes</p> <p><u>Objectif de la mesure :</u> cette mesure vise à limiter les risques de colonisation/dispersion d'espèces exotiques envahissantes.</p> <p><u>Résumé de la mesure :</u> le Buddléia de David, le Robinier faux-acacia et le Solidage du Canada sont présents sur le site. Les mouvements de substrats, la mise à nu du sol, le stockage de blocs de pierres ou encore la mise en lumière favorables à la germination des graines tendent à favoriser ces espèces, voire également à les disperser. Les moyens de lutte suivants sont mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pour le Buddléia de David, les jeunes plants sont arrachés manuellement. Pour les imposants massifs (individus adultes), notamment en pied de falaise, un arrachage mécanique (éventuellement associé à une coupe) est réalisé, idéalement à la fin de floraison mais avant fructification et dispersion des graines ;• Pour le Solidage du Canada, dont 2 touffes ont été observées mais arrachées par l'écologue lors des inventaires, il convient de réaliser un arrachage manuel et minutieux des éventuels rémanents. L'opération a lieu avant floraison/fructification de l'espèce, soit fin mai, éventuellement à réitérer au cours de la saison ;• Pour le Robinier faux-acacia, bien qu'il ait été observé en dehors du site, son élimination doit être envisagée. Pour cela, un écorçage en pratiquant 2 entailles circulaires jusqu'à l'aubier, le plus bas possible et distantes d'au moins 15 cm autour du tronc est privilégié, l'écorce située entre les deux entailles est ensuite retirée. Cette méthode ralentit la vie de l'arbre qui se dessèche et tombe au bout de 1 à 3 ans. Les jeunes pieds éventuellement observés sont arrachés manuellement, avant fructification de l'espèce. <p>Afin de limiter au maximum les risques de dissémination de ces espèces lors de l'export des résidus, ces derniers sont brûlés sous réserve de la délivrance d'une autorisation spéciale par la DDTM.</p> <p>Ces opérations sont réitérées autant de fois que nécessaires, <u>Référentiel :</u> mesure R5 du volet faune flore page 140 de la pièce n° VII : Annexes.</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare avoir nettoyé le site de ses EEE en mai 2022 et l'avoir refait depuis.</p> <p>Dans le premier rapport de suivi du nouveau bureau d'études AREA Conseil suite à la visite du 17 mai 2023, celui-ci écrit qu'un nettoyage a été effectué sur le Buddléia de David, mais qu'il en reste de nombreux pieds, ainsi qu'en périphérie du site. Le Solidage du Canada et le Robinier faux-acacia n'ont quant à eux, pas été vus.</p>
<p>Observations : Un nouveau nettoyage des espèces floristiques exotiques envahissantes et notamment du Buddléia de David est à entreprendre et à justifier (factures, ligne "fait le..." dans le calendrier, photos lors du chantier,...).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Suivi de l'arrêté d'autorisation - clôtures, signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, articles 8.2.1 et 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, clôtures, signalisation
<p>Prescription contrôlée : CHAPITRE 8.2 Sécurité <i>L'ensemble des mesures de sécurité mentionnées aux articles ci-après est mis en place avant le démarrage de la préparation de la phase 1 d'exploitation.</i></p> <p><u>Article 8.2.1. Accès à la carrière</u> Le site est entièrement clôturé sur la totalité de sa périphérie. <i>L'accès au site d'exploitation se fait par la route départementale RD 313 puis par la voie communale n° 3 (VC n° 3 ou route de la Queue d'Haye).</i> <i>L'accès à la voirie publique est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Cet aménagement comprend notamment la mise en place d'une signalisation adaptée.</i> <i>Par ailleurs, toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.</i> <i>Les véhicules ne doivent pas être sources de nuisances ou de dangers. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le nettoyage, autant que de besoin, des voiries publiques. L'écoulement des eaux pluviales doit faire l'objet d'aménagement afin d'éviter le ruissellement sur la chaussée.</i> <i>La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est régie conformément à l'article L. 131-8 du Code de la voirie routière.</i> <i>La circulation interne et externe figure sur un plan de circulation interne et externe tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'accès vers le siège social y est indiqué.</i></p> <p><u>Article 8.2.2. Interdiction d'accès :</u> <i>durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</i> <i>L'accès à l'exploitation, ainsi qu'à toute zone dangereuse, est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Un portail est installé à l'entrée du site.</i> <i>Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</i> <i>Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation de la carrière avant le terme de l'exploitation.</i></p>
<p>Constats : Dans son courrier du 12 juillet 2022 en réponse à la mise en demeure, l'exploitant déclare avoir "clôturé le site à 99 % et le portail est installé".</p> <p>Par courriel du 20/7/2022, l'exploitant informe l'inspection que la clôture est réalisée à 100 %.</p>

<p>Sur site, un grand portail d'entrée a effectivement été installé ; des fils barbelés ont été ajoutés aux quelques fils qui avaient été posés.</p> <p>Par contre, sur la droite le long de la rampe, un accès, fermé avec des barrières de chantier est aperçu.</p> <p>==> l'exploitant déclare qu'il va finaliser cet accès ; il avait juste déposé des matériaux à cet endroit.</p> <p>Par ailleurs, aucune signalisation sur la route d'accès VC3, ni aménagement pour l'accès du site, n'ont encore été mis en place. Aucun plan de circulation interne et externe n'est présenté.</p> <p>==> ces points avaient déjà été demandés lors de la précédente inspection du 11/02/2022.</p> <p><i>(voir planche photographique en annexe)</i></p>
<p>Observations :</p> <p>La clôture du site n'est pas finalisée, un accès par des barrières de chantier est encore possible. Cet accès vers ? n'était pas prévu.</p> <p>==> à finaliser (en accès ou clôture ?)</p> <p>Aucune signalisation n'a encore été mise en place pour la signalisation de la carrière (danger carrière, par exemple). Aucun plan de circulation n'est présenté</p> <p>==> ces points avaient déjà été demandés lors de la précédente inspection du 11/02/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Suivi de l'arrêté d'autorisation - plan, bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, articles 8.1.2 et 8.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan, bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 8.1.2. BORNAGE</u></p> <p><i>L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et de la zone d'extraction.</i></p> <p><i>Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.</i></p> <p><i>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</i></p> <p><u>ARTICLE 8.1.9. PLANS</u></p> <p><i>Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation, envoyé à l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</i> <i>• les bords de fouille (avancement de l'exploitation),</i> <i>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</i> <i>• la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en</i>

<p>vertu de réglementations spéciales,</p> <ul style="list-style-type: none"> • la rampe d'accès, • les matériaux stockés sur le carreau (nature et quantité). <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones Nca et EBC du PLU de Vernon, • les zones en cours d'exploitation, • les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué, • les zones exploitées en cours de réaménagement, • les futures zones à exploiter.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir fait borner le site et attend le plan de bornage de la part de la société CALDEA.</p> <p>Aucune borne n'est aperçue et aucun plan n'est présenté ; les limites de site sont invérifiables et les limites d'exploitation non plus. La rampe d'accès a été déplacée par rapport au tracé prévu. Les zones Nca et EBC sont inconnues de l'exploitant ; celui-ci n'a pas eu de nouvelles depuis la mise en compatibilité du PLU de Vernon concernant notamment la zone EBC.</p>
<p>Observations :</p> <p>Par courriel du 05 juillet 2023, l'exploitant transmet à l'inspection son courriel de relance à la société CALCEA pour le plan de bornage.</p> <p>Le plan de bornage est à transmettre à l'inspection, ainsi qu'un plan avec les éléments demandés à l'article 8.3.9.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Suivi de l'arrêté d'autorisation - franchissement route par l'engin

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, franchissement route par l'engin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 7.5.4. STATIONNEMENT, ENTRETIEN ET RAVITAILLEMENT DES ENGINS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • I – En dehors des horaires de travail et de phase d'activité du site, aucun véhicule ni engin n'est stationné sur le site de la carrière. • II - Tous les engins circulant sur la carrière font l'objet d'un entretien régulier à fréquence adaptée, en dehors du site de la carrière. Un plan de maintenance des engins susceptibles de circuler sur la carrière est formalisé. • III – Le ravitaillement des engins n'est pas effectué sur le site de la carrière. Un relevé des consommations des engins est réalisé. • IV – Les engins sont équipés de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures. Le personnel est formé à la manipulation de ces kits et des consignes sont données aux entreprises extérieures. <p>En cas de pollution accidentelle, les déchets et les huiles usagées devront être éliminées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • V – Toute fuite sur un engin entraînera son arrêt immédiat et la mise en place de mesures de telle sorte que la fuite ne soit pas à l'origine d'une pollution du sol. <p>Les réparations seront effectuées dans les plus brefs délais.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 22 avril 2022 à l'inspection, l'exploitant explique souhaiter éviter le franchissement de la route par la pelle de 40 t matin et soir et voudrait stocker cet engin dans une autre zone.</p> <p>L'inspection a répondu à cette demande par courriel du 13 mai 2022 en demandant des explications et justificatifs puisque ce stationnement n'était pas prévu initialement, tels que le plan du site avec l'emprise pour garer la pelle, un plan de circulation (en dehors des zones balisées à protéger notamment) et des dispositions pour prévenir tout risque de pollution des sols (telles que dalle étanche, avec caniveau, point bas, récupération des eaux de ruissellement, traitement de ces eaux,...).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a reçu un courriel du 31/01/2023 du délégué régional de prévention des risques du CPIA (ex Prévention Normandie) suggérant un aménagement tel qu'une plateforme étanche avec rétention pour pouvoir y stationner la pelle pour éviter le risque d'accident routier.</p> <p>Depuis, l'exploitant n'a fourni aucun élément d'appréciation ni proposition concrète.</p> <p>L'exploitant déclare que la pelle est garée chaque nuit sur le site du siège social de TERH à côté et que sa traversée de route s'effectue sous la conduite de 3 opérateurs-signaleurs. Sur le site, il déclare avoir découvert une fosse maçonnée et souhaiterait l'utiliser.</p> <p><i>(voir planche photographique en annexe)</i></p>
<p>Observations :</p> <p>La pelle est garée sur le site de TERH à côté.</p> <p>L'inspection attend une demande concrète et étayée pour modifier l'arrêté préfectoral au besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Suivi de l'arrêté d'autorisation - avancement, rampe

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2021, article 8.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, avancement, rampe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 8.3.2. RAMPE D'ACCÈS</u></p> <p><i>Une rampe d'accès au front de taille est réalisée depuis le carreau du site pour permettre l'accès aux engins de chantier pour extraire les matériaux de découverte.</i></p> <p><i>Cet aménagement est réalisé à l'aide des matériaux de purge de la dent et des chutes de taille de pierre actuellement stockés sur le site. La pente de la rampe n'excédera pas 15 %. Elle est bordée, coté vide, par un talus empêchant la dérive des véhicules.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 13/10/2022, l'exploitant a informé l'inspection avoir pris du retard dans la construction de la rampe d'accès et demandait 2 jours supplémentaires de façon à terminer ces travaux avant la période limite d'avril à fin septembre et accéder à la zone de défrichement.</p> <p>==> Ces 2 jours ont été accordés par courriel de l'inspection du 14/10/2022 au vu de l'accord du service SRN de la DREAL et de l'avis favorable du bureau d'études Fauna-Flora, avec demande d'informations sur la réalisation de ces travaux et l'avancement de la rampe.</p>

<p>Depuis, aucune nouvelle sur l'avancement, ni de plan de la rampe n'ont été transmis à l'inspection. Sur site, la dent a été arasée en mai 2022 semble-t-il (une partie semble encore "gêner l'exploitant"), mais la rampe réalisée ne correspond pas au plan prévisionnel ; celle-ci colle beaucoup la paroi et semble bien pentue.</p> <p>L'exploitant ne sait pas dire jusqu'où la rampe va se poursuivre, suivant la qualité de la roche (mais jusqu'en fin septembre 2023), ni quelle surface il a défriché ; aucune borne ou limite de site n'est visible en haut de la rampe.</p> <p><i>(voir planche photographique en annexe)</i></p>
<p>Observations :</p> <p>Le tracé de la rampe ne correspond aux plans et schémas proposés dans le dossier de demande d'autorisation ; la limite du défrichement ne semble pas connue.</p> <p>==> les plans à jour (avec quelques dimensions sur la largeur de la piste, le talus, la base) sont à fournir, avec les plans de phasage correspondants. Le pourcentage de la pente et le talus seront précisés.</p> <p>Le <u>défrichement</u> doit être déclaré avant sa réalisation et affiché (voir chapitre 11.4 de l'arrêté d'autorisation). La réalisation de la rampe et le défrichement sont des dates à noter sur le calendrier opérationnel. L'exploitant déclare espérer une exploitation en avril 2024 ; la 1^{ière} CLCS doit avoir lieu avant (voir chapitre 2.8), ainsi qu'un suivi sur la stabilité du site (et également de la rampe) suivant l'article 8.3.8.2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>